



RADIO CLASSIQUE

L'INVITE – Le 13/03/2009 – 08 :32 :50

Invité : Bernard VAN CRAEYNEST, président de la CGC

JEAN-LUC HEES

Bernard VAN CRAEYNEST, bonjour.

BERNARD VAN CRAEYNEST

Bonjour.

JEAN-LUC HEES

Bienvenue sur RADIO CLASSIQUE. Je rappelle que vous êtes le président de la Confédération générale des cadres. Alors la période est difficile pour tout le monde y compris pour les cadres j'imagine. Il y a une journée d'action la semaine prochaine le 19, est-ce qu'on verra la CGC dans la rue ?

BERNARD VAN CRAEYNEST

Oui, comme toutes les autres organisations syndicales, nous appelons effectivement à ces manifestations dans toute la France parce que nous considérons que trop c'est trop. Quand on constate que nos collègues sont en permanence sous pression de l'évolution des mutations économiques, qu'on leur demande de dire un jour blanc, un jour noir parce qu'ils doivent expliquer la stratégie de l'entreprise qui est éminemment variable d'une période à une autre, nous considérons que nous ne sommes pas des marionnettes d'autant plus qu'on nous demande de travailler plus pour gagner moins. Je rappelle que nos collègues, pour beaucoup d'entre eux, sont sur un système de rémunération lié au forfait/jour, c'est-à-dire qu'on leur demande de travailler un nombre de jours de l'année, que celui-ci a explosé l'an dernier, à cause d'une loi le 20 août, qui a élevé le plafond légal annuel et nous en avons plus qu'assez également quand on constate que les mesures fiscales correspondent à du bricolage. J'entendais ce matin que monsieur MEHAIGNERIE envisage de réinstaller des impôts sur le revenu pour ceux qui gagnent une certaine somme. Ca concerne peu nos collègues mais on peut s'interroger sur l'efficacité et la cohérence des mesures quand on voit qu'on ne revient pas par exemple sur la défiscalisation des heures supplémentaires. Nous, à la CFE-CGC, on a coutume de parler du revenu net disponible et nous constatons année après année que nos collègues sont de plus en plus dans une situation où ils gagnent de moins en moins parce qu'ils sont dans une individualisation totale des salaires avec des parts variables en fonction des résultats et par contre les cotisations sociales augmentent, la fiscalité augmente, notamment la fiscalité locale et ils ont évidemment de moins en moins pour faire vivre leur famille.

JEAN-LUC HEES

C'est rare d'entendre le président de la CGC montrer autant d'énerverment ou de colère dans ce genre de situation. C'est pire que d'habitude ?

BERNARD VAN CRAEYNEST

C'est pire que d'habitude parce que vous savez, la CFE-CGC est une organisation qui aime le dialogue, qui est ouverte à la négociation mais quand

depuis des mois et des mois avec nos interlocuteurs tant patronaux qu'étatiques, que gouvernementaux, nous expliquons les choses, nous décrivons la réalité quotidienne vécue par nos collègues dans les entreprises sur le terrain, et on fait des propositions également – ça avait été le cas à propos de la fameuse loi TEPA – nous l'avons fait également sur les problèmes de temps de travail et qu'on s'aperçoit qu'on nous dit en coulisses « vous avez raison » mais in fine on adopte toujours des mesures qui ne donnent jamais satisfaction aux salariés, qui sont des locomotives de l'économie, des locomotives des entreprises.

JEAN-LUC HEES

Mais vous avez participé au sommet social du mois dernier avec Nicolas SARKOZY...

BERNARD VAN CRAEYNEST

Absolument.

JEAN-LUC HEES

Donc vous lui avez dit tout ça. La réaction, c'est quoi ?

BERNARD VAN CRAEYNEST

La réaction, elle est extrêmement polie mais on se rend compte que le Président de la République est plus à l'écoute comme son gouvernement, de celles et ceux qu'il juge à l'instant T comme étant susceptibles d'être plus réactifs, d'être plus violents peut-être que la moyenne...

JEAN-LUC HEES

Vous parlez de la CGT, de la CFDT...

BERNARD VAN CRAEYNEST

Donc on essaie de jeter quelques gouttes d'eau sur un incendie qu'on a cru détecter à tel ou tel endroit. Tout cela ne fait pas une politique. Tout cela n'est pas très cohérent et nous voyons bien qu'aujourd'hui, à l'heure où le même gouvernement nous explique qu'il faut absolument s'adapter, il faut réagir, il faut aller de l'avant, nous aimerions avoir une politique sociale, fiscale, économique, lisible, cohérente, équitable, ce qui n'est pas le cas encore une fois avec des mesures de saupoudrage.

JEAN-LUC HEES

Alors si vous n'êtes pas entendus, Monsieur VAN CRAEYNEST, c'est peut-être parce que la CGC, ce n'est pas assez gros... pourtant le nombre des cadres a doublé en trente ans, il y a combien... il y a trois millions de cadres...

BERNARD VAN CRAEYNEST

Il y a un peu plus de trois millions de personnels d'encadrement, ce que l'on appelle les ressortissants de l'AGIRC, caisse de retraite complémentaire des cadres. Mais je vous rappelle que la CFE-CGC ne représente pas que les ingénieurs, cadres ; nous avons aussi parmi nos adhérents et militants beaucoup de techniciens, agents de maîtrise, employés y compris d'ailleurs des personnes qui malgré des responsabilités importantes, ne gagnent pas des sommes faramineuses. Vous avez des cadres, regardez dans le commerce, la grande distribution, qui aujourd'hui gagnent 2.000 – 2.500 euros par mois alors qu'ils font 60 heures par semaine ! Mais vous avez raison, il y a un vrai souci dans notre pays pour précisément améliorer la qualité du dialogue social, il faudrait que les salariés aient la volonté de se mêler à ce débat, à ce dialogue, à cette concertation, à ces négociations sociales et il faudrait remonter

sensiblement le taux de syndicalisation. Il est clair que parmi les raisons qui poussent à ce faible taux de syndicalisation, il y a la division syndicale. C'est bien pour ça que depuis un an, je propose que nous nous rassemblions.

JEAN-LUC HEES

Alors ça n'a pas l'air de marcher tout seul, ça, au sein de votre confédération.

BERNARD VAN CRAEYNEST

En effet, nous avons quelques difficultés. Je vois malgré tout un point positif, c'est que - nous l'avons confirmé mardi dernier lors d'une réunion d'une de nos instances - nous sommes à l'unanimité tous d'accord sur l'objectif : constituer une organisation syndicale plus forte, plus visible, plus percutante au service des salariés, présente sur le terrain, dans les entreprises, dans les bassins d'emplois car sinon effectivement nous voyons bien que sans trop le dire, tout est fait - et la collusion est parfaite entre le gouvernement et le patronat - pour continuer à affaiblir le syndicalisme et la capacité de représentation collective...

JEAN-LUC HEES

Pardonnez-moi mais ça veut dire qu'à l'échéance 2013, c'est une loi, il va falloir peser un certain poids sinon on disparaît. Donc ça voudrait dire que la CGC par exemple pourrait disparaître en tant que telle ?

BERNARD VAN CRAEYNEST

Je pense qu'elle n'est pas forcément menacée à l'horizon 2013 mais en tout état de cause, 40% des actuels syndiqués et militants syndicaux seront partis à la retraite d'ici dix ans. Donc nous voyons bien que nous avons un problème de renouvellement, un problème de déploiement sur le terrain et pour ça, il faut mutualiser les moyens, il faut rassembler les forces et là où nous divergeons avec un certain nombre de collègues, c'est sur la voie à prendre pour y parvenir. Je me suis lancé il y a un an dans une entreprise dynamique parce que je considère que qui n'avance pas recule, j'ai eu un certain nombre d'oppositions mais vous savez, je suis d'un naturel optimisme, donc je suis persuadé que c'est le terrain qui va faire que naturellement les forces vont se recomposer et vont se rassembler et encore une fois c'est ce que j'appelle de mes vœux pour être efficace au service des salariés. Alors quelles sont les forces ? Eh bien nous avons deux grosses organisations syndicales, la CGT et la CFDT qui effectivement ne sont pas menacées par la loi du 20 août. La première question qu'on pouvait se poser, c'est est-ce que la CFE-CGC a vocation à se rapprocher de la CGT ou de la CFDT ? Apparemment unanimement nos collègues disent non. Il y a d'autres organisations...

JEAN-LUC HEES

Force ouvrière, CFTC...

BERNARD VAN CRAEYNEST

Exactement et y compris l'UNSA avec lesquelles nous avons vocation à travailler plus étroitement que ce que nous faisons depuis quelques mois notamment au sein d'une intersyndicale et ça c'est ce que je veux mettre en place le plus rapidement possible parce qu'il y a une question d'efficacité au service de nos collègues.

JEAN-LUC HEES

Dernière question Bernard VAN CRAEYNEST : le Président de la République a évoqué une piste récemment sur les profits, c'est-à-dire partager

les profits. Alors j'ai pensé que ça pouvait sûrement faire tilt dans la tête d'un cadre, un tiers, un tiers, un tiers, c'est une approche qui vous semblerait convenable, enfin dans cette période justement ?

BERNARD VAN CRAEYNEST

En terme de communication, c'est parfait, ça parle bien...

JEAN-LUC HEES

Vous devenez sceptique...

BERNARD VAN CRAEYNEST

Sur le principe, nous sommes évidemment favorables. Simplement il faut bien avoir conscience du fait que suivant les secteurs d'activité et les entreprises, on ne peut pas appliquer une règle aussi simple. Une entreprise qui se crée, qui a besoin de trésorerie, qui a besoin d'investir, elle est tout au moins dans les premières années moins en capacité de redistribuer y compris des dividendes, y compris la rémunération du capital et c'est assez difficile aussi pour les salariés mais en tout état de cause, quand je parlais tout à l'heure d'équité, c'est bien cela le problème de fond, c'est faire en sorte que chacun soit récompensé à la hauteur de son investissement. Et nous sommes tout à fait prêts à discuter de tout cela à tout moment y compris dans les entreprises pour traverser les périodes difficiles pour que nous négocions ce que j'appellerais une clause de retour à meilleure fortune, c'est-à-dire que s'il faut faire des efforts à un moment, eh bien on négocie la manière dont on va avoir la juste contrepartie le moment venu.

JEAN-LUC HEES

Je vous remercie et je vous souhaite une bonne journée.

BERNARD VAN CRAEYNEST

Merci à vous. 08:42:16 FIN<